

M. Lionel Eperon
Directeur général de l'enseignement
postobligatoire
Rue St-Martin 24
CH-1014 Lausanne

Lausanne, le 9 juillet 2019

Concept 360 à la DGEP

Monsieur le Directeur général de l'enseignement postobligatoire,

Le SSP défend l'idée que toutes et tous les élèves doivent, dans la mesure du possible, trouver une place dans le système de formation, que ce soit une formation du degré obligatoire ou postobligatoire. Cela nécessite notamment un travail dans la classe car c'est là d'abord que l'intégration peut être rendue possible. Cela exige aussi qu'un travail de sensibilisation et de formation soit fait avec les enseignant-e-s. Mais cela ne résout pas tous les problèmes; c'est pourquoi il est nécessaire également de disposer d'outils permettant d'intervenir dans et à l'extérieur de la classe, en soutien aux élèves fragilisés-e-s.

Le SSP-Enseignement souhaite rappeler, par écrit, l'importance qu'il attribue aux conditions de mise en œuvre du concept 360° dans l'enseignement postobligatoire, ainsi qu'à son contenu. En effet, si le SSP Vaud a répondu à la consultation pour le concept DGEO, et dans ce cadre a rappelé quelques revendications et inquiétudes par rapport à ce qu'il pourrait signifier pour les écoles professionnelles et les gymnases, nous tenions à vous interpeler directement.

L'annonce de la rédaction d'un Concept 360 propre au postobligatoire est une démarche que le SSP accueille avec satisfaction tant la situation dans le postobligatoire, bien que différente de celle de la scolarité obligatoire, justifie la mise en place de prestations visant à un meilleur soutien aux apprentissages. Nous notons en particulier les difficultés importantes et la précarisation de nombreuses-eux jeunes dans la formation professionnelle, mais aussi dans les classes gymnasiales.

Ceci dit et, à un an de l'échéance de mise en œuvre de ce concept - du moins selon les propres mots de la Conseillère d'Etat lors de sa visite au Gymnase de La Cité du 10 mai dernier - le SSP s'inquiète fortement de ne rien voir venir de concret.

Sans tenir compte des quelques rares expériences « pilotes » qui pourraient se rapprocher de ce que serait ce concept au gymnase d'Yverdon notamment, nous sommes en effet préoccupé-e-s qu'à ce jour aucune ligne directrice ne soit encore posée (ou ne nous ait été transmise), ni, d'ailleurs aucun calendrier officiel des différentes étapes prévues avant, pendant et après la mise en œuvre. La date même de 2020 n'a jamais été formulée officiellement en dehors du cadre précité.

Nous souhaitons, par ailleurs, attirer votre attention sur le fait que ce concept nécessitera impérativement des adaptations voire des modifications substantielles du concept DGEO sur le fond, en particulier parce que les besoins des élèves sont souvent différents et qu'actuellement du moins de nombreuses mesures prévues pour les élèves de la DGEO n'existent pas pour les élèves dépendant de la DGEP.

Nous signalons, de plus, qu'il est urgent de tenir compte des besoins en information et en formation des collègues, qui pour beaucoup ne sont actuellement pas ou peu sensibilisé-e-s à la question des élèves fragilisé-e-s, bien que, pour la majorité, pas réfractaires au principe; il en est de même pour certaines directions, qui, aujourd'hui déjà, ne sont pas rares à connaître des difficultés à gérer des situations de tout type et à prendre des mesures adaptées. Ces manquements pourraient notamment générer de solides résistances lors de la mise en œuvre au cas où ceci ne serait pas anticipé par l'employeur.

Enfin, dans sa réponse à la consultation DGEO, le SSP soulignait le rôle clef que jouerait le financement de ce concept. À la DGEP, il nous semble indispensable de prévoir aussi des dotations spécifiques pour des prestations de soutien, en particulier un renforcement des services de santé, un encadrement psychologique et social et un véritable dispositif pour les élèves issu-e-s de la migration.

Nous soulignons par ailleurs le fait que ces dotations supplémentaires et nécessaires ne peuvent pas attendre les années que prendra le déploiement de cette démarche. Il y a en effet urgence à apporter un soutien adapté à de nombreuses-eux élèves fragilisé-e-s, sans quoi l'on risque de rendre plus difficile encore leur situation ainsi que les conditions de travail des enseignant-e-s, ceci dans un contexte d'effectifs de classe déjà bien trop élevés.

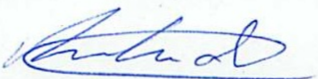
Si le secondaire II n'est, pour l'instant, pas concerné aussi rapidement par le concept 360° que l'école obligatoire, le SSP estime néanmoins nécessaire que le DFJC lance rapidement un processus à la DGEP. Processus qui devra impliquer les actrices et acteurs concerné-e-s, et donc les syndicats.

Dans l'immédiat, le RLPS devrait aussi contenir quelques éléments précis, quant à l'accès à certaines prestations. Les questions de sa mise en œuvre dans les établissements de l'enseignement postobligatoire restent floues. Bien que ces mesures concernent moins d'élèves, il n'en demeure pas moins important qu'elles puissent être concrètement mises en place de façon efficace partout où les élèves en ont besoin, notamment en prévoyant un-e doyen-ne référent-e déchargé-e pour ces questions. Nous exprimons enfin notre inquiétude face à la réorganisation (désorganisation?) des équipes PSPS au sein des écoles de l'enseignement postobligatoire et demandons à connaître les projets du DFJC sur ce plan.

En vous remerciant de l'attention portée à notre courrier et dans l'attente de votre réponse, nous vous présentons, Monsieur le Directeur général, nos meilleures salutations.

Pour le SSP-Enseignement

Cora Antonioli
Présidente



Raphael Ramuz
Secrétaire

